Agence d'**Urba**nisme
aire métropolitaine **Lyon**naise

Opale

Observatoire partenarial en **Economie**

Veille économique REEL **n°39**

Regard sur l'Economie et les Entreprises Lyonnaises

Août 2018

Cadrage national et régional	2
L'emploi salarié	3-4
Les intentions d'embauche	4
Focus : La masse salariale des entreprises privées	5
Le chômage	6-7
Les difficultés des entreprises procédures collectives, délais de paiement	8
L'immobilier d'entreprise et le logement neuf	9
Zooms sectoriels	10-15

SYNTHESE

L'économie lyonnaise continue sa croissance, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2017. Les premiers mois de l'année 2018 ont été marqués par un ralentissement assez général, sensible en France comme en Europe, mais qui ne remet pas en cause la tendance de fond, qui est celle d'une croissance modérée mais solide de l'activité. Le climat des affaires reste favorable et les entreprises confiantes, dans tous les secteurs y compris l'industrie et la construction.

Le marché du travail local fait face à des difficultés de recrutement de plus en plus marquées, en particulier dans les secteurs du numérique, du transport de marchandise, du bâtiment et des travaux publics. Ceci alors que les créations d'emplois sont toujours dynamiques, tirées par les activités du tertiaire marchand, même si un ralentissement est également noté au premier trimestre, notamment dans l'industrie et le tertiaire non marchand. En parallèle, le chômage de catégorie A (sans activité) recule légèrement, alors que le chômage de catégorie C (avec activité réduite longue) se développe. L'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi devient un enjeu de plus en plus important au niveau local.

Le focus de ce numéro, réalisé par l'Urssaf Rhône-Alpes, apporte un éclairage original sur la masse salariale générée par les entreprises de l'aire métropolitaine lyonnaise, avec des disparités par secteurs d'activité et par territoires.

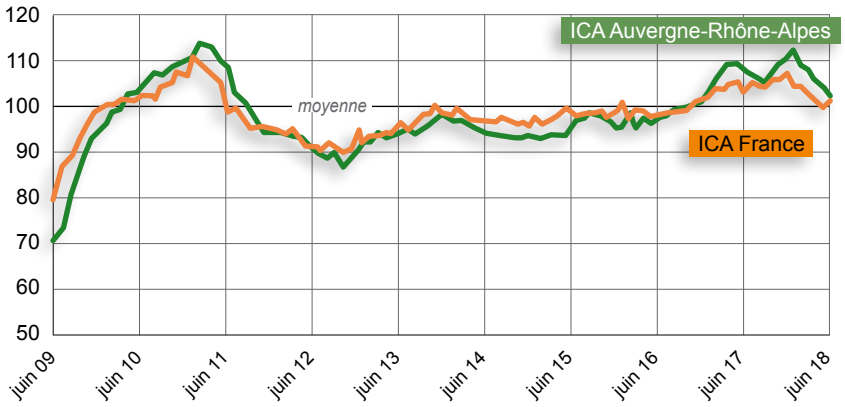
Note méthodologique

Un indicateur du climat des affaires (ICA) permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation ; 100 = moyenne de longue période.

Un ralentissement du rythme de la croissance

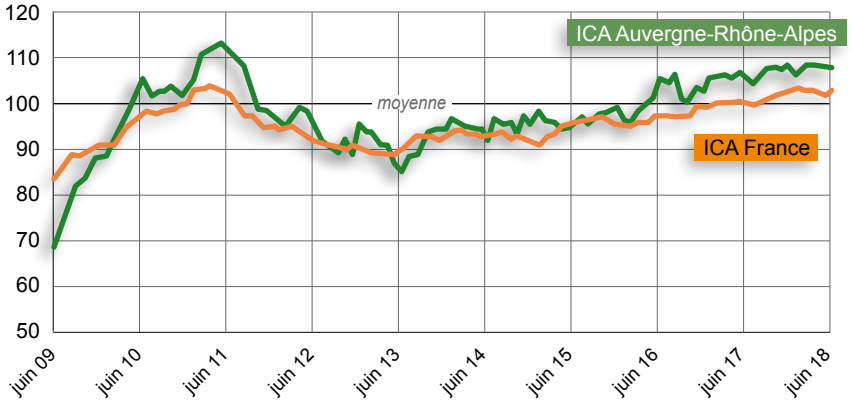
Après une année 2017 particulièrement dynamique, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,3 % en France, le premier semestre de l'année 2018 marque un ralentissement. Ce ralentissement, qui n'est pas spécifique à la France puisqu'il concerne l'ensemble de la zone euro, trouve sa source dans un contexte un peu plus incertain qu'en 2017 : remontée des prix du pétrole, appréciation de l'euro par rapport au dollar, tensions protectionnistes, risque de surchauffe aux Etats-Unis, atonie de la consommation en France…

Indicateur du climat des affaires dans l'industrie



Source : Tendances régionales, Banque de France, juin 2018

Indicateur du climat des affaires dans les services marchands



Source : Tendances régionales, Banque de France, juin 2018

Les enquêtes auprès des entreprises témoignent d'un repli du climat des affaires depuis le début de l'année. Dans l'industrie, après un point haut fin 2017, le climat des affaires retrouve en juin 2018 un niveau proche de la moyenne de long terme. Dans les services marchands, il se stabilise à un niveau toujours favorable en Auvergne-Rhône-Alpes (cf. graphiques).

Malgré tout, l'environnement économique international reste porteur et l'on revient, en 2018, à la croissance modérée enregistrée en 2016, avec une augmentation du PIB français attendue aux alentours de +1,7 % par l'Insee et +1,8 % par la Banque de France.

Les perspectives restent bonnes

Les entreprises de la région se montrent confiantes pour les mois à venir. L'enquête menée par la CCIR auprès des petites et moyennes entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes rend compte d'un premier semestre satisfaisant, avec une activité à bon niveau et une confiance assez élevée dans le climat économique général. Les prévisions pour le second semestre sont de même assez favorables et encourageantes, grâce à une bonne visibilité. La Banque de France confirme cette vision : dans l'industrie, les carnets de commande sont bien garnis, les capacités de production sollicitées à bon niveau, les stocks bien gérés et les perspectives positives. Dans les services marchands, si l'activité du dernier trimestre a été plutôt stable, les perspectives ressortent favorables dans tous les segments d'activité. Dans le bâtiment et les travaux publics, les carnets de commande sont toujours bien remplis.

Le principal frein au développement des entreprises vient de leurs difficultés de recrutement. Certaines compétences sont difficiles à trouver et l'adéquation est parfois délicate entre les aspirations des candidats et les offres des entreprises. Ces difficultés en viennent à brider la croissance d'activité de certaines entreprises. Près d'une sur deux se dit concernée par ce phénomène dans l'enquête de la CCIR.

Principales sources d'information de ce numéro

- Banque de France. Tendances régionales : la conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes. Juin 2018
- Insee. Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes, n°14. Juillet 2018
- CCI Auvergne-Rhône-Alpes. Conjonctura. Juin 2018
- CCI Auvergne-Rhône-Alpes. Enquête auprès des TPE/PME. Juillet 2018
- Pôle Emploi. Les chiffres clés du chômage Métropole de Lyon. Juillet 2018
- Urssaf Rhône-Alpes. StatUR n°12. Juillet 2018
- Insee. Note de conjoncture nationale. Juin 2018
- Presse nationale et locale

L'emploi salarié

889 000 emplois dans le Rhône

La nouvelle estimation fournie par l'Insee fait état de 889 130 emplois salariés au premier trimestre 2018 dans la circonscription départementale du Rhône. Plus de 70 % de ces emplois relèvent du secteur marchand, 29 % du secteur non marchand.

La croissance de l'emploi est vive sur un an : +2,0 % dans le Rhône, la plus forte hausse parmi les départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Le Rhône comptabilise à lui seul 17 200 emplois supplémentaires, soit 40 % des gains d'emplois de la région depuis un an. La croissance annuelle est également solide en Auvergne-Rhône-Alpes (+1,4 %) et en France (+1,2 %). On note cependant un ralentissement des créations d'emplois au cours du dernier trimestre.

Forte hausse du tertiaire marchand

La croissance de l'emploi est tirée par le tertiaire marchand, avec plus de 13 500 emplois créés en un an dans le Rhône (+2,9 %), dont 3 400 dans l'intérim (+10,4 %).

La progression est beaucoup plus modeste dans le tertiaire non marchand (1 440 emplois créés soit +0,6 %).

Le secteur de la construction enregistre une belle hausse (+2,6 % sur un an) et se rapproche de son niveau d'emploi du 1er trimestre 2013.

L'industrie progresse sur un an (+0,9 %) mais cale au dernier trimestre.

Avertissement

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié fournies par l'Insee portent désormais sur un **champ complet.** Elles incluent les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et des particuliers employeurs, contrairement aux séries diffusées jusqu'à présent.

Le secteur du commerce est désormais intégré au tertiaire marchand et ne peut plus être distingué.

Comme précédemment, les niveaux de l'emploi privé et leurs évolutions publiés par l'Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept.

Définitions

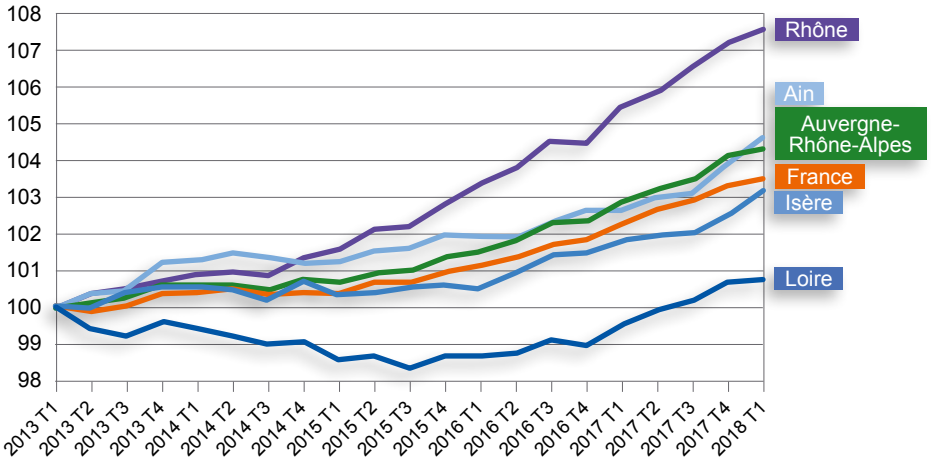
Champ : emploi salarié total, y compris les salariés de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Données corrigées des variations saisonnières, provisoires pour le dernier trimestre

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee

Dans l'aire métropolitaine lyonnaise

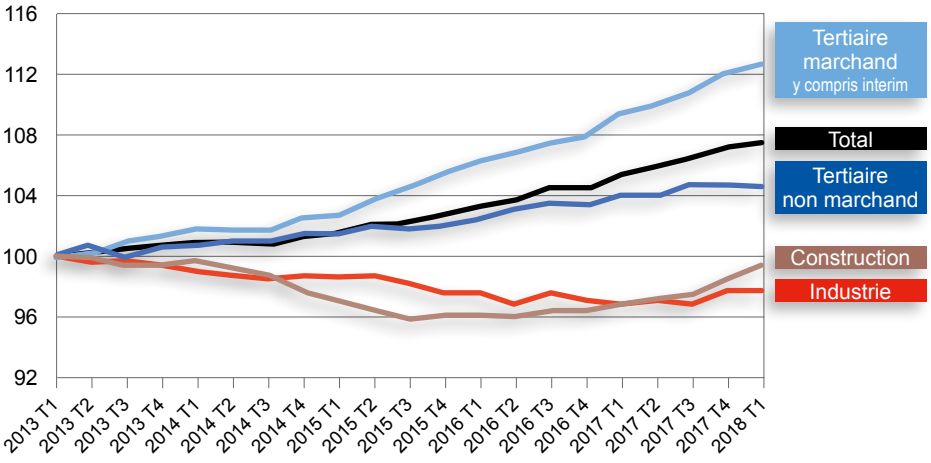
L'emploi salarié est en hausse sur un an dans tous les départements de l'aire métropolitaine lyonnaise : +1,9 % dans l'Ain (soit 3 760 emplois supplémentaires), +1,4 % en Isère (+6 230 emplois) et +1,3 % dans la Loire (+3 350 emplois). L'Ain et l'Isère enregistrent les plus fortes progressions de la région Auvergne-Rhône-Alpes au cours du dernier trimestre (+0,6 %).

Evolution comparée de l'emploi salarié depuis cinq ans
(en indice base 100 au 1e trimestre 2013)



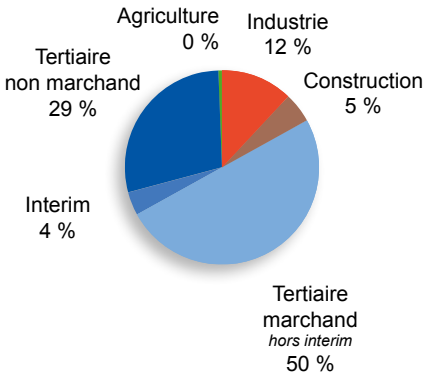
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données corrigées des variations saisonnières

Evolution de l'emploi salarié par secteur dans le Rhône depuis cinq ans
(en indice base 100 au 1e trimestre 2013)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données corrigées des variations saisonnières

Répartition des emplois salariés au 1er trimestre 2018 dans le Rhône



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données corrigées des variations saisonnières

Note méthodologique

Les données à l'échelle de la Métropole de Lyon sont fournies par l'Urssaf Rhône-Alpes. Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, y compris les emplois marchands des secteurs principalement non marchands, mais pas l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Données brutes.

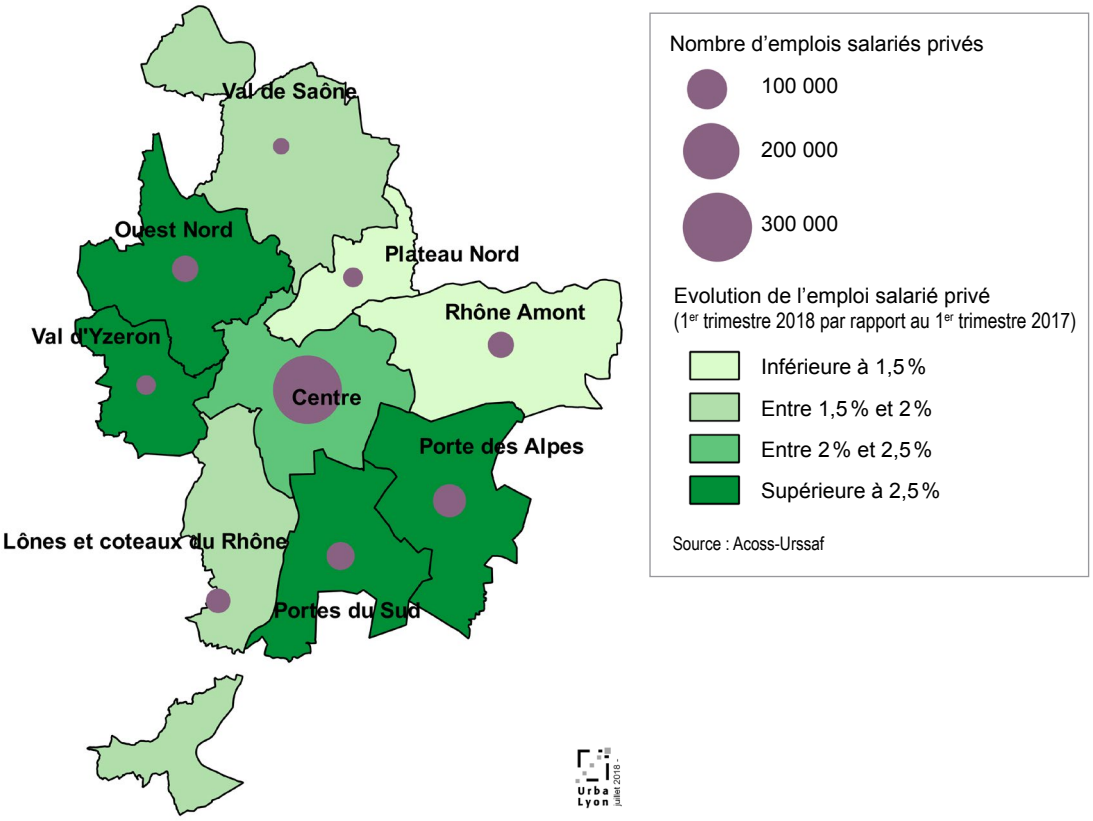
Périmètre : Métropole de Lyon

Les plus fortes croissances dans les territoires Porte des Alpes et Ouest Nord

L'emploi salarié marchand progresse dans tous les territoires de la Métropole de Lyon depuis un an. Le Centre (Lyon et Villeurbanne) concentre la moitié des gains d'emplois salariés de la Métropole et enregistre une hausse proche de celle de la Métropole de Lyon dans son ensemble (+2,4 % contre +2,5 %).

Les territoires de Porte des Alpes et Ouest Nord sont les plus dynamiques sur un an (proche de +4,0 %). A l'inverse, les territoires de Plateau Nord, de Rhône Amont et de Lônes et coteaux du Rhône enregistrent une croissance plus lente (inférieure à 1,5 %).

Les effectifs salariés dans la Métropole de Lyon au 1er trimestre 2018



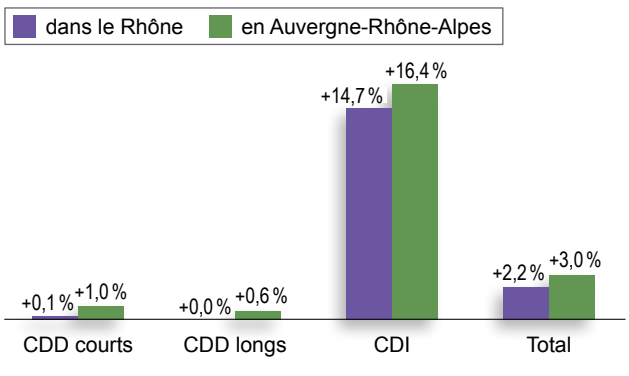
Les intentions d'embauche

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire liée à l'embauche qui doit être effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole et Rhône)

Evolution des déclarations d'embauche entre le 1er trimestre 2017 et le 1er trimestre 2018



Source : Acoss - Urssaf

Stagnation des CDD mais progression des CDI

Après plusieurs trimestres de hausse vigoureuse et continue, les embauches en CDD marquent le pas au premier trimestre 2018 et se maintiennent simplement au même niveau qu'au premier trimestre 2017. Ceci concerne aussi bien les CCD courts (moins d'un mois) que les CDD longs (plus d'un mois).

Cette stagnation ne concerne pas les embauches en CDI, qui progressent de façon très dynamique (+14,7 %) par rapport à l'an passé. En conséquence, la part des CDI dans le total des embauches augmente de 2 points pour atteindre 17 % de l'ensemble des déclarations d'embauche.

Focus

La masse salariale des entreprises privées de la Métropole de Lyon en 2017

URSSAF

Une masse salariale de 18,8 milliards d'euros

La masse salariale des établissements du secteur privé implantés dans la Métropole de Lyon représente 18,8 milliards d'euros en 2017. Cela correspond à 74 % du total du Pôle Métropolitain et 28 % de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Comparativement, la Métropole de Lyon pèse 71 % de l'emploi salarié privé du Pôle Métropolitain et 25 % de la région. Le territoire Centre de la Métropole pèse pour 53 % du total des revenus, loin devant le territoire Porte des Alpes (12 %).

Le secteur des services aux entreprises, finance et immobilier représente 40 % de la masse salariale de la métropole lyonnaise. L'industrie, énergie, environnement et les services aux particuliers concentrent respectivement 17 % et 16 % de l'ensemble des rémunérations.

Par rapport au Pôle Métropolitain, la structure de la masse salariale de la Métropole est davantage axée sur les services aux entreprises (+4 points) et moins sur l'industrie (-2 points).

Une croissance de 16% en cinq ans

En termes d'évolution, la masse salariale suit la dynamique positive des effectifs salariés sur cinq années. Elle augmente néanmoins à un rythme plus soutenu.

Cette évolution est de 15,8 % depuis 2012 dans la Métropole de Lyon. Cela la situe derrière la CCEL (+20,7 %) et la Communauté d'agglomération Porte de l'Isère (+17,1 %).

Les plus fortes évolutions sont portées par les secteurs des services aux entreprises, finance, immobilier (+25,2 %), les services aux particuliers (+16,3 %) ainsi que le commerce de gros et automobile (+15,2 %).

Définitions

La masse salariale correspond au salaire de base auquel s'ajoutent des compléments sous forme de commissions, primes, rémunération des heures supplémentaires, gratifications et avantages en nature. Elle ne comprend pas l'épargne salariale (intéressement et participation).

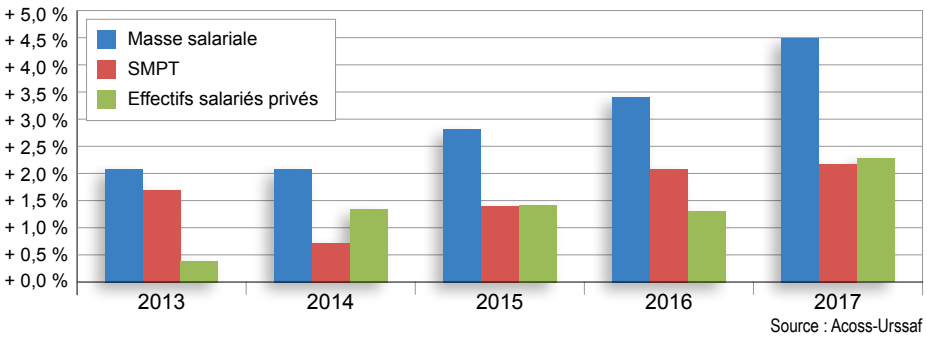
Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale annuelle à l'effectif moyen annuel (égal à la moyenne des effectifs moyens trimestriels de l'année). Il est divisé par 12 pour obtenir une grandeur mensuelle. Les salariés, à temps complet ou à temps partiel, comptent pour un dans l'effectif indépendamment de la durée de travail. Le salaire moyen par tête n'est donc une mesure en équivalent temps plein (ETP) mais rapportée à un nombre de postes de travail.

Les données sont brutes, non corrigées des variations saisonnières, et portent sur les effectifs salariés privés (hors secteur agricole).

En savoir plus

Site internet https://www.acoss.fr, rubrique « Observatoire économique »

Evolution annuelle de la masse salariale et du salaire moyen mensuel par tête dans la Métropole de Lyon



Source : Acoss-Urssaf

Un salaire moyen par tête de 2 670 euros

Le salaire moyen mensuel par tête de la Métropole de Lyon, de plus de 2 600 euros mensuels, se situe au-dessus de la moyenne du Pôle métropolitain (2 580 euros). Il se place légèrement en-dessous de celui de la Communauté de communes de l'Est lyonnais (CCEL). A titre de comparaison, la région Auvergne-Rhône-Alpes présente un salaire moyen par tête de 2 390 euros et la France métropolitaine de 2 510 euros.

Il existe des disparités de revenu entre les différents secteurs d'activités. L'industrie, énergie, environnement et le commerce de gros et automobile présentent un salaire moyen par tête supérieur à 3 300 euros, alors que les secteurs du commerce de détail et des services aux particuliers sont inférieurs à 2 000 euros. Au-delà de salaires moins élevés, la présence de nombreux contrats à temps partiel dans ces deux secteurs permet d'expliquer ces différences.

Masse salariale et salaire moyen mensuel par tête par secteur géographique en 2017

Secteur géographique	Masse salariale	Structure	Effectif annuel moyen	Structure	SMPT
Agglo Villefranche-Beaujolais	0,6 Md€	3 %	23 500	3 %	2 260 €
Communauté d'agglomération Porte de l'Isère	1,2 Md€	5 %	41 000	5 %	2 430 €
Communauté de communes de l'Est lyonnais	0,8 Md€	3 %	24 400	3 %	2 690 €
Métropole de Lyon	18,8 Md€	74 %	585 100	71 %	2 670 €
Saint-Etienne Métropole	3,3 Md€	13 %	122 700	15 %	2 270 €
Vienne Condrieu Agglomération	0,6 Md€	2 %	22 300	3 %	2 230 €
Total Pôle Métropolitain	**25,3 Md€**	**100 %**	**819 000**	**100 %**	**2 580 €**
Auvergne-Rhône-Alpes	66,0 Md€		2 297 700		2 390 €
France métropolitaine	550,0 Md€		18 281 100		2 510 €

Masse salariale et salaire moyen mensuel par tête par secteur d'activité en 2017 dans la Métropole de Lyon

Secteur d'activités	Masse salariale	Structure	Evolution 2012-2017	SMPT
Industrie, énergie, environnement	3,3 Md€	17 %	+ 5,1 %	3 580 €
Construction	1,0 Md€	5 %	+ 4,6 %	2 490 €
Commerce de gros et automobile	1,8 Md€	10 %	+ 15,2 %	3 400 €
Commerce de détail	0,9 Md€	5 %	+ 11,0 %	1 870 €
Transports et logistique	1,2 Md€	6 %	+ 7,9 %	2 530 €
Services aux entreprises, finance, immobilier	7,5 Md€	40 %	+ 25,2 %	2 850 €
Services aux particuliers	3,0 Md€	16 %	+ 16,3 %	1 940 €
Total	**18,8 Md€**	**100 %**	**+ 15,8 %**	**2 670 €**

Définitions

- **Les demandeurs d'emploi de catégorie A** sont des personnes sans emploi inscrites à Pôle Emploi, tenues d'être disponibles et d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- **Les demandeurs d'emploi de catégorie B et C** sont des personnes tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (cat. B : moins de 78 heures au cours du mois) ou longue (cat. C : plus de 78 heures au cours du mois).
- **Le taux de chômage** est le rapport (en %) entre une estimation du nombre de chômeurs et la population active estimée au lieu de résidence. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les chômeurs.
- **DEFM** : Demandeur d'emploi en fin de mois

Périmètre : Métropole de Lyon

2 chômeurs sur 5 exercent une activité réduite

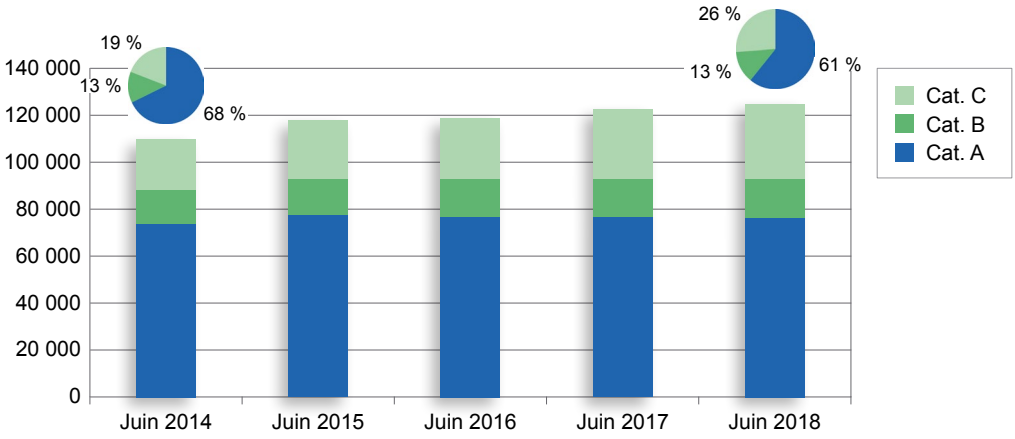
Fin juin 2018, parmi les personnes inscrites à Pôle Emploi et tenues de rechercher un emploi, 76 350 sont sans emploi (catégorie A) et 48 350 exercent une activité réduite (catégories B et C), soit au total 124 710 personnes dans la Métropole de Lyon. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C augmente globalement de 1,9 % (+2 370 personnes), avec cependant des évolutions contrastées entre la catégorie A (qui diminue de 0,7 % sur un an) et les catégories B et C (qui progressent globalement de 6,4 % sur la même période). Le nombre de chômeurs exerçant une activité réduite ne cesse de progresser depuis cinq ans. Entre juin 2014 et juin 2018, la part des demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (catégorie C) est ainsi passée de 19 % à 26 % au sein des catégories A, B et C.

Le chômage de longue durée ne baisse pas

La baisse du chômage de catégorie A bénéficie aux jeunes de moins de 25 ans mais aussi aux personnes entre 25 et 50 ans, et particulièrement aux hommes. Elle ne concerne ni les personnes de plus de 50 ans, ni les demandeurs d'emploi de longue durée, dont le nombre augmente encore de 4,4 % en un an. En juin 2018, 38 % des chômeurs de catégorie A de la Métropole de Lyon sont inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an.

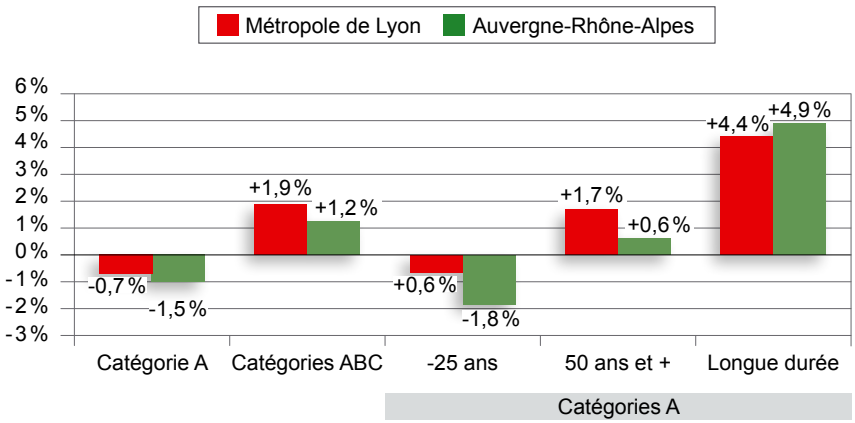
Au sein des catégories A, B et C, la seule amélioration concerne les hommes de moins de 50 ans.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi dans la Métropole de Lyon depuis cinq ans



Source : STMT - Pôle Emploi - Dares, DEFM, données brutes

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en un an



Source : Pôle Emploi – STMT - DEFM, données brutes

Dans l'aire métropolitaine lyonnaise

Données à fin juin 2018	DEFM cat. A	DEFM cat. ABC
Métropole de Lyon	78 353 (-0,7%)	124 708 (+1,9%)
Saint-Etienne Métropole	22 112 (-2,7%)	37 652 (+0,0%)
Conseil départemental du Rhône	15 364 (-0,8%)	28 008 (+2,9 %)
CAPI	5 490 (-6,1%)	9 761 (-3,6%)
Vienne Condrieu Agglomération	3 828 (+0,6%)	6 517 (+2,1%)

Source : STMT - Pôle Emploi – Dares, DEFM, données brutes. Evolution entre juin 2017 et juin 2018

Le taux de chômage

Le taux de chômage de la Métropole de Lyon s'établit à 8,8 % de la population active au premier trimestre 2018, celui de la zone d'emploi de Lyon à 8,1 %. Il est de 9,2 % en France et de 7,9 % dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Sur ces trois périmètres l'évolution annuelle est identique : -0,4 point.

Dans l'aire métropolitaine lyonnaise

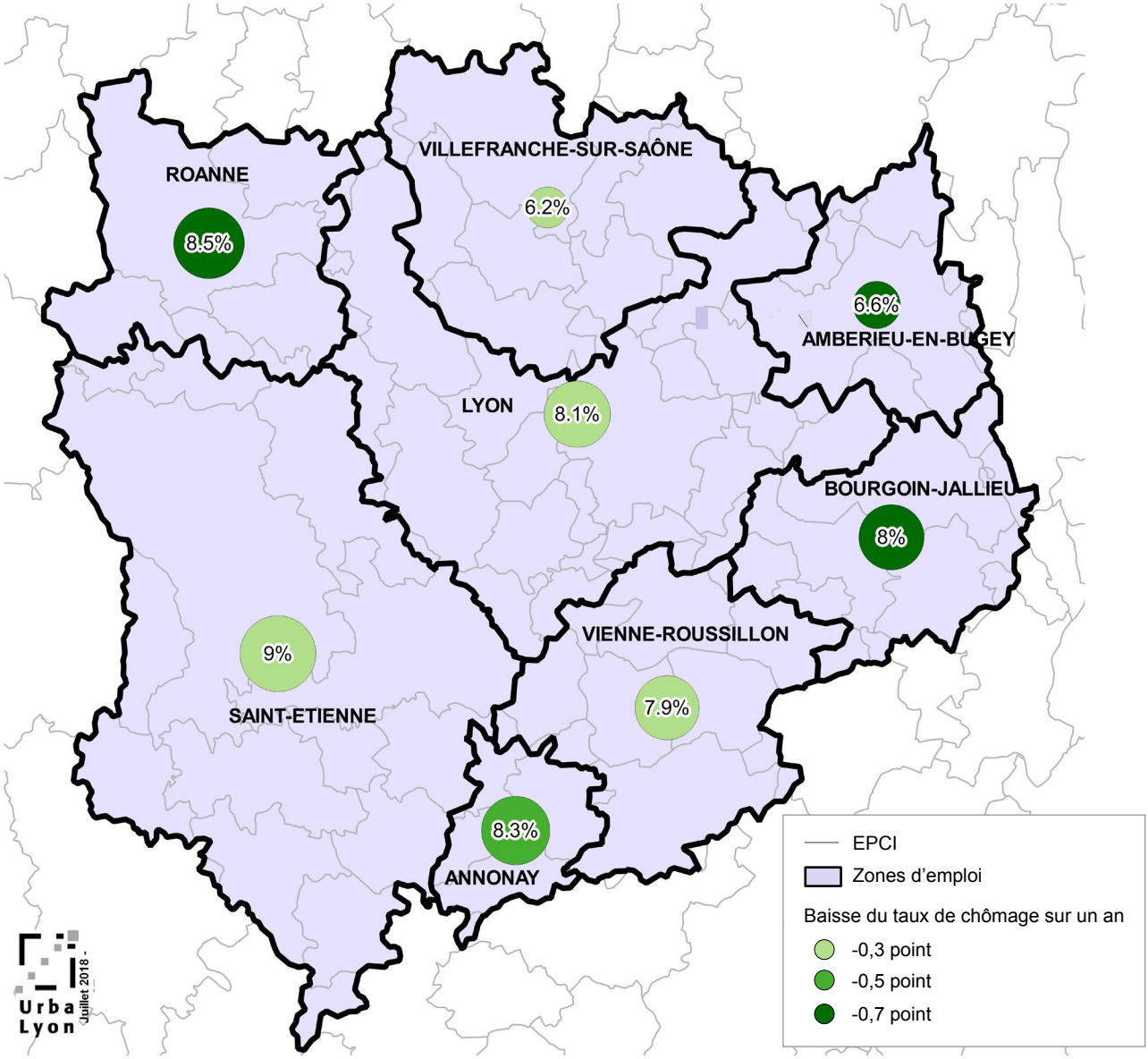
Toutes les zones d'emploi de l'aire métropolitaine lyonnaise enregistrent une diminution du taux de chômage sur un an. Les plus fortes baisses sont enregistrées au sein des zones d'emploi de Bourgoin-Jallieu, Ambérieu-en-Bugey et Roanne.

Les disparités restent marquées selon les territoires, avec des taux de chômage allant de 6,2 % dans la zone d'emploi de Villefranche-sur-Saône à 8,5 % dans celle de Roanne.

Définitions

- **Le taux de chômage** est le rapport (en %) entre une estimation du nombre de chômeurs et la population active estimée au lieu de résidence. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les chômeurs.

Taux de chômage par zone d'emploi au 1er trimestre 2018
et évolution par rapport au 1er trimestre 2017



Source : Insee, moyenne trimestrielle CVS, données 2018 provisoires

Les difficultés des entreprises

Les procédures collectives

Les défaillances toujours en recul

Définitions

Une défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris rétablissements professionnels mais hors résolutions de plans). Ces procédures interviennent lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

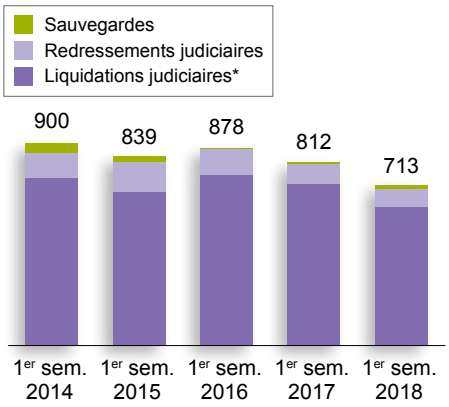
Deux procédures préventives sont à la disposition des entreprises qui connaissent des difficultés de nature à compromettre la continuité de leur exploitation : le **mandat *ad hoc*** et la **conciliation**, dites procédures de règlement amiable des difficultés des entreprises.

Périmètre : ressort du Tribunal de commerce de Lyon

Au premier semestre 2018, 713 ouvertures de défaillances ont été prononcées par le Tribunal de commerce de Lyon, soit un net recul de 12 % par rapport au premier semestre 2017. Il s'agit du plus faible nombre de défaillances enregistré depuis 2008. Le nombre de salariés concernés par les procédures collectives est également en forte diminution (1 327 salariés concernés au premier semestre). Les jugements prononcés sont majoritairement des liquidations judiciaires (86 %) et concernent principalement des petites entreprises : 70 % des entreprises en défaillance n'ont pas de salarié. Les procédures de prévention (mandats *ad hoc*, conciliations) ont été particulièrement utilisées ce semestre.

Le secteur du commerce reste le premier concerné par les défaillances, avec un quart des procédures et une baisse modérée (-7 %). Le secteur de la construction bénéficie d'une diminution plus forte (-18 %) et ne représente plus qu'une défaillance sur cinq (contre une sur quatre au niveau national). Deux secteurs enregistrent une légère hausse du nombre de procédures (+3 % chacun) : l'industrie et l'hébergement-restauration.

Procédures collectives au premier semestre



Source : Tribunal de commerce de Lyon.
* Y compris les liquidations sur résolution de plan

Prévention et procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon
(en nombre d'entreprises, y compris les micro-entrepreneurs)

	1er sem. 2018	1er sem. 2017
Prévention		
Mandats ad hoc	76	22
Conciliations	58	51
Total des procédures		
Sauvegardes	19	10
Redressements judiciaires	80	91
Liquidations judiciaires*	614	711
Salariés concernés	*1 327*	*1 626*

Source : Tribunal de commerce de Lyon
* Y compris les liquidations sur résolution de plan

Les difficultés de paiement

Les demandes de délais de paiement en forte baisse

Définition

En cas de difficultés de paiement, les entreprises peuvent demander à l'Urssaf de leur accorder un délai pour s'acquitter de leurs cotisations. La réglementation détermine si ces demandes sont recevables et dans l'affirmative, permet à l'Urssaf, en fonction de la situation de l'entreprise, de décider de l'accord du délai.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole et Rhône)

Entre mars et mai 2018, 490 entreprises du Rhône se sont vu accorder un délai de paiement de la part de l'Urssaf, soit 50 entreprises de moins qu'en 2017 sur la même période. Si le nombre d'entreprises concernées diminue fortement, à l'exception du secteur des autres services, le montant moyen négocié progresse et atteint 10 250 euros (contre 8 175 en 2017).

Suivi des délais de paiement accordés par l'Urssaf dans le Rhône

Données sur trois mois glissants (mars à mai 2018)	Nombre	Evolution *	Montant en k€	Evolution *	Montant moyen en €
Industrie	49	-18 %	612,2	-15 %	12 490
Construction	70	-14 %	653,9	+16 %	9 340
Commerce	58	-31 %	322,2	-50 %	5 550
Hébergement - restauration	56	-14 %	334,1	+35 %	5 970
Autres services	257	+3 %	3 100,8	+39 %	12 065
Total	490	-9 %	5 023,2	+14 %	10 250

* Evolution sur 3 mois glissants (mars à mai 2018) par rapport à la même période de l'année précédente (mars à mai 2017)

Source : Acoss - Urssaf

L'immobilier d'entreprise

Vers une nouvelle année exceptionnelle

L'année 2018 se révèle très dynamique et les professionnels de l'immobilier anticipent une année record.

Sur le marché des bureaux, la demande placée atteint 137 870 m², en progression de 26 % en surface et de 7 % en nombre par rapport au premier semestre 2017 (285 transactions). Les professionnels s'attendent à un deuxième semestre actif et à une année qui pourrait dépasser la barre des 300 000 m² placés. La géographie du marché fait apparaître un net retrait du quartier de la Part-Dieu (seulement 8 % des surfaces placées, contre 21 % l'an passé) et une part accrue de la première couronne de l'agglomération (30 % des surfaces contre 19 % l'an passé).

Le marché des locaux d'activité poursuit sur son exceptionnelle lancée, progressant encore par rapport à 2017 qui avait déjà été une année record après dix années de stabilité. Avec près de 243 000 m², la demande placée augmente de 14 % ; elle intègre une opération de grande taille, le technicentre SNCF de Vénissieux (43 000 m²). Le nombre de transactions reste stable (175 transactions).

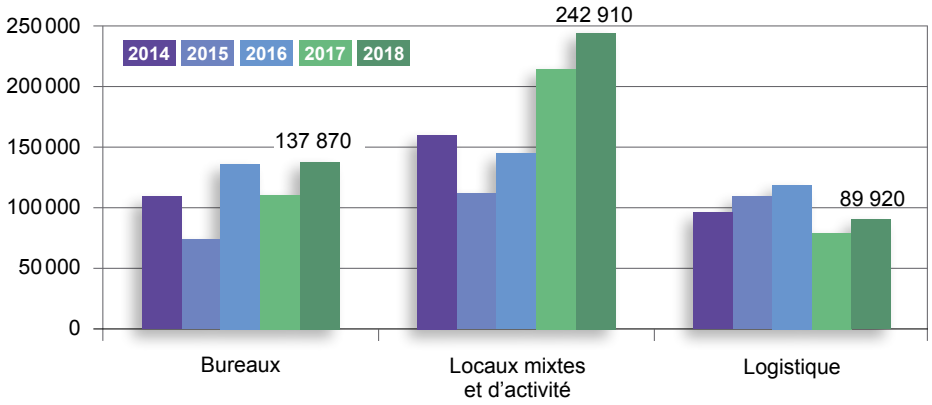
Le marché de la logistique s'inscrit durablement à la baisse, par manque de foncier disponible principalement (près de 90 000 m² placés avec 7 transactions).

Définition

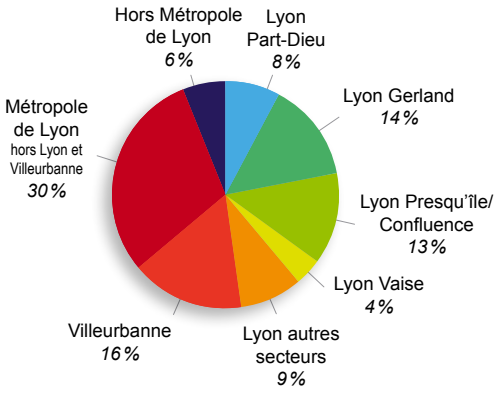
L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise : ventes et locations, ancien ou neuf, à utilisateur ou investisseur, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim)

Immobilier d'entreprise en région lyonnaise : demande placée au premier semestre (en m²)



Bureaux : répartition de la demande placée au 1er semestre 2018 par secteur géographique

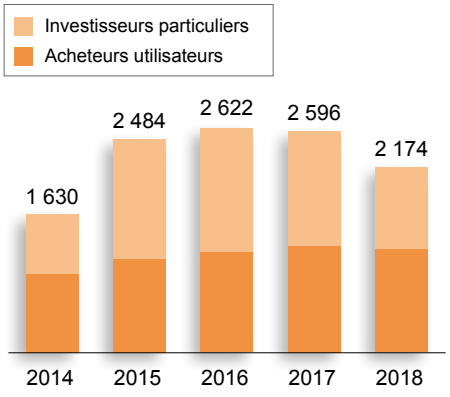


Le logement neuf

Les investisseurs en retrait

Au cours du premier semestre 2018, 2 174 réservations de logements neufs ont été signées dans la Métropole de Lyon dans le secteur marchand. Ce résultat, en retrait de 16 % par rapport au premier semestre 2017, s'explique par un coup de frein assez net des réservations de la part des investisseurs, qui achètent pour louer (-28 %), alors que les réservations des acheteurs occupants restent assez stables (-4 %). Les investisseurs sont rendus prudents par les changements de fiscalisation (nouvel impôt sur la fortune immobilière) et par un prix qui devient peu à peu dissuasif. Le manque de renouvellement de l'offre tire en effet les prix à la hausse (4 355 euros/m² en moyenne semestrielle).

Répartition des réservations au 1er semestre



Source : CecimObs

Définition

L'observatoire du Cecim réalise un suivi de l'ensemble des programmes neufs de logements en cours de commercialisation : mises en vente, stocks, réservations, type d'acquéreur, prix… Seuls les logements collectifs sont ici conservés. Le marché des logements anciens, trop dispersé, n'est pas compris dans cette observation.

Périmètre : Métropole de Lyon

Zooms sectoriels

Sélection d'événements concernant les établissements de l'aire urbaine de Lyon et conjoncture sectorielle, du 31 janvier au 15 juillet 2018

Santé, sciences de la vie et technologies médicales

Des investissements en région lyonnaise

La production de l'industrie pharmaceutique progresse depuis plusieurs mois en Auvergne-Rhône-Alpes, dans la lignée de la fin d'année 2017. Les carnets de commande permettent d'envisager la poursuite de cette tendance dans les mois à venir. En juin, deux projets de R&D collaborative portés par le pôle de compétitivité Lyonbiopôle ont été retenus dans le cadre du 25e appel à projets FUI-Régions : Espri IOAC sur les infections articulaires complexes et Lipocosm 2 sur les actifs dermatologiques et cosmétiques.

Début juillet, la réunion du Conseil stratégique des industries de santé (CSIS) a réuni les laboratoires pharmaceutiques et le gouvernement, qui a dévoilé une série de mesures pour relancer l'attractivité de la France dans ce secteur : simplification administrative, soutien à certains secteurs médicaux particulièrement innovants (dont les vaccins), création d'un système national de données de santé…

Medicrea	Levée de 3M€ et création de filiales en Belgique et en Australie. *Implants chirurgicaux*
Accinov	Reprise par le Strasbourgeois ABL Europe, filiale de l'Institut Mérieux. *Plateforme d'innovation*
Biom'Up	Annonce de la construction d'une usine à Saint-Priest d'ici 2020, avec 150 recrutements. *Dispositifs médicaux*
Boehringer Ingelheim	200 M€ investis dans un nouveau centre de production de vaccins à Jonage, d'ici 2021. *Santé animale*
Enyo Pharma	Levée de 40 M€ pour financer des essais cliniques. *Biopharmacie*
Fresenius Médical Care	130 M€ investis dans le renforcement de l'outil de production et 150 embauches à Savigny d'ici 2020. *Traitement de l'insuffisance rénale*
Sanofi	Transfert de la plateforme de recherche anti-infectieuse de Marcy-l'Etoile à l'Allemand Evotec (100 salariés)

Mode et textile

La production régionale en repli

Selon la Banque de France, la production est en repli en Auvergne-Rhône-Alpes depuis le début de l'année, malgré une reprise des commandes nationales. Le niveau des carnets de commandes permet cependant de formuler des prévisions favorables pour les prochaines semaines. Organisée par Unitex, la 5e convention d'affaires Textival s'est tenue à Lyon en juin avec un nombre de participants en hausse.

Au niveau national, l'Insee indique une stabilité du climat des affaires dans le secteur du textile et de l'habillement au printemps.

Cepovett	Extension du siège et des espaces logistiques à Gleizé, pour accompagner la croissance. *Vêtements professionnels*
Malleval	Liquidation judiciaire de l'entreprise de Pontcharra-sur-Turdine. *Tissage*

Systèmes de transport

La production progresse par à coups

Au niveau régional, le secteur de la fabrication de matériels de transport enregistre une production en dents de scie et un ralentissement des prises de commande au cours du premier semestre. En juin, un rebond des entrées d'ordres a été observé par les entreprises interrogées par la Banque de France et les perspectives de production sont malgré tout jugées correctes.

Au niveau national, le marché des voitures particulières neuves est en hausse de 4,7 % au premier semestre 2017, avec 1,188 million d'immatriculations et celui du véhicule industriel de plus de 5 tonnes de +5,4 %, avec 27 500 immatriculations (source CCFA). Quelques incertitudes planent cependant sur le marché automobile mondial, notamment les mesures protectionnistes entre l'Europe, les Etats-Unis et la Chine et l'instauration de nouvelles normes d'homologation en Europe en septembre 2018. Les deux principaux constructeurs français tirent leur épingle du jeu et affichent au premier semestre des résultats de ventes record.

Desautel	Acquisition du Francilien Gimaex, 150 salariés repris. *Camions de pompiers*
JC Decaux	Renouvellement de la flotte de vélos en libre-service pour la Métropole de Lyon et lancement de location longue durée
Navya	Introduction en Bourse sur Euronext Paris avec augmentation de capital de 38 M€. *Véhicules autonomes*
Plastic Omnium	Prise de contrôle de l'Allemand HBPO. *Carrosserie automobile*
Titan Aviation	Construction d'une nouvelle usine à Arnas pour 2020 et recrutements. *Equipements d'avitaillement*
Vision Systems	4M€ investis dans son site de Brignais. *Vitrage pour l'aéronautique*

Construction électrique, mécanique et métallurgie

Des perspectives bien orientées

En Auvergne-Rhône-Alpes, les enquêtes de la Banque de France indiquent que le secteur de la métallurgie conserve un bon niveau d'activité et des carnets de commandes bien garnis, avec une stabilisation à haut niveau de la demande interne comme de la demande internationale. Les prévisions d'activité restent favorables. Une accélération de la production est anticipée dans la fabrication de machines et équipements, après une activité en dents de scie au premier semestre. Un rebond est attendu dans la fabrication d'équipements électriques.

Au niveau national, un regain d'activité est enregistré dans la mécanique au deuxième trimestre, selon la Fédération des industries mécaniques. Cette croissance est portée par la bonne tenue des exportations et par une demande ferme sur le marché domestique. Le volume des carnets de commandes est jugé supérieur à la normale et des embauches devraient avoir lieu dans certaines branches. En mai, le Conseil national de l'industrie a validé la création d'un Comité stratégique de filière consacré à l'industrie électronique, pour mieux répondre aux défis de ses marchés (automobile, aérospatial, industriel, internet des objets…).

ABB	Cession de l'activité « connectivité » à Chassieu (97 salariés) à l'Américain TE Connectivity. Inauguration du nouveau site de Beynost (01) avec 320 salariés. *Equipements électriques*
Bobst Lyon	Réaménagement et extension du site de Bron pour accueillir les activités du site de Villeurbanne La Soie. *Machines pour l'industrie de l'emballage*
Duqueine	Levée de 8 M€ pour accélérer son développement. *Pièces en matériaux composites*
Groupe Seb	Fermeture de l'usine Calor de Saint-Jean-de-Bournay (38) début 2020 ; transfert de l'activité et des 162 salariés sur le site de Pont-Evêque (38), où 15 M€ seront investis. *Fers à repasser*
K Line	Nouvelle usine sur le Parc industriel de la Plaine de l'Ain (01) ; 150 recrutements. *Fenêtres aluminium*
La Barrière automatique	Nouveaux produits issus de la R&D, extension de la production à Limonest et développement international. *Barrières et bornes*
NFM Technologies	Cession de sa branche Energie au Groupe REEL (Champagne-au-Mont-d'Or) et recentrage sur les *tunneliers*
Nippon Rika Vincent Industrie	Construction d'un nouveau site de production à Vourles, pour mars 2019. *Equipements industriels*
Norsud	Nouveaux locaux et showroom à Taluyers. *Fermetures industrielles*
Prismaflex International	Acquisition de 50% de l'Américain Anthem Displays et création d'une structure commune aux USA. *Panneaux d'affichage*
Romaire	3 M€ investis dans une nouvelle ligne de découpe à Arnas. *Métallurgie*
Schneider Electric Telecontrol	Fermeture du site de Beynost (01) en septembre 2019 ; 80 salariés à reclasser. *Protection des réseaux électriques*
Valla	1,5 M€ investi dans l'extension du site de Villeurbanne et 150 recrutements. *Prototypage et injection*

Chimie et plasturgie

Repli de la production mais perspectives favorables

Les industriels de la chimie, interrogés par la Banque de France en Auvergne-Rhône-Alpes, ont enregistré plusieurs épisodes de repli de la production au printemps, sous l'effet d'une contraction des entrées de commandes. Cependant, une amélioration de l'activité est attendue dans les prochaines semaines. Les prix de vente ont été revus à la hausse, en adéquation avec le renchérissement des matières premières. En juin, quatre projets de R&D collaborative portés par le pôle de compétitivité Axelera ont été retenus dans le cadre du 25e appel à projets FUI-Régions : Piano (production d'aluminium), Smart Solid (cristallisoirs industriels), Discover (catalyseurs métalliques) et Colornat (matières colorantes biosourcées). A Villeurbanne, Axel'One Campus, troisième site de la plateforme d'innovation collaborative Axel'One, a été inauguré.

Au niveau national, l'Union des industries chimiques indique que la production de la chimie en France s'est contractée au premier trimestre 2018 par rapport aux rythmes élevés de 2017, dont la cadence était difficile à maintenir. Sur son marché intérieur, la chimie a été impactée par la baisse de régime de ses principales industries clientes. Sur les marchés extérieurs, la remontée des tensions commerciales et le niveau encore élevé de l'euro pèsent sur la confiance et les carnets de commandes.

Elkem Silicones	Augmentation de capacité de production et montée en gamme ; 100 M€ investis à Saint-Fons et Roussillon (38) entre 2018 et 2020. *Chimie de spécialités*
Kem One	Fin du redressement judiciaire, avec six ans d'avance sur le plan. *Solutions vinyliques*
Morancé Soudure	3 M€ investis dans de nouvelles machines à Villefranche-sur-Saône et projet d'atelier au Burkina-Faso. *Emballages plastiques*
Setup Performance	Rachat par l'Allemand BASF au sein de la filiale BASF 3D Printing Solutions. *Polymères par extrusion réactive*
Solvay	Concentration de la R&D à Bruxelles et à Lyon, « centre de chimie avancée de classe mondiale ». *Chimie de spécialités*
Total ACS	10 M€ investis sur le site de Givors pour la sécurité et la démolition de cuves inutilisées. *Carburants spéciaux*

Environnement et énergie

Les énergies renouvelables progressent

Selon le panorama 2018 des cleantech en France, réalisé par GreenUnivers et EY, le financement en fonds propres des sociétés du secteur est resté stable en 2017, avec 112 opérations pour un investissement global de 921 M€. Les énergies renouvelables sont les premières bénéficiaires (60 % des montants investis), suivies par l'efficacité énergétique. Dans les énergies renouvelables, le mouvement de concentration entre acteurs s'accélère.

Au premier trimestre 2018, selon le Commissariat général au développement durable, la production nucléaire augmente de 4 % et l'hydraulique de 35 %, dans un contexte de pluviométrie excédentaire. L'éolien et le photovoltaïque progressent également. La consommation d'énergie primaire réelle augmente légèrement en glissement annuel. Au premier trimestre 2018, les énergies renouvelables ont permis de couvrir près de 23 % de la consommation d'électricité en France, selon le Syndicat des énergies renouvelables. Grâce aux nouveaux raccordements en éolien et en solaire, la puissance totale du parc (intégrant également l'hydroélectricité et les bioénergies) représente 95 % de l'objectif pour fin 2018 de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Amoeba	Plan de licenciement économique (24 postes à Chassieu) suite à l'avis européen défavorable sur son biocide biologique. *Traitement de l'eau*
Framatome	Reprise par EDF des activités d'ingénierie d'Areva à Lyon 6e, avec 1 250 salariés. *Nucléaire*
GRTGaz	Nouveaux locaux à Lyon Gerland. *Transport de gaz naturel*
Paprec	Construction d'une nouvelle usine à Saint-Priest/Chassieu ; 25 M€ investis. *Tri et valorisation des collectes sélectives*
RTE	Transfert du site de Lyon Part-Dieu à Gerland, avec 500 salariés, dont le centre régional de pilotage du réseau électrique. Agrandissement d'ici 2020 du site de formation de Jonage.
Suez	Prix européen de l'innovation urbaine pour la déchetterie fluviale River'tri exploitée à Lyon

Bâtiment et travaux publics

Croissance de l'activité et difficultés de recrutement

En région lyonnaise, l'activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics continue à croître à un rythme régulier, comme au niveau régional. Les carnets de commandes bien remplis permettent des prévisions favorables pour les prochains mois. Les entreprises interrogées par la Banque de France sont cependant nombreuses à rencontrer des difficultés de recrutement, le manque de main-d'œuvre limitant parfois l'activité. L'emploi progresse malgré tout, plus rapidement en région lyonnaise qu'aux niveaux national et régional (cf. page 3).

Au niveau national, la Fédération française du bâtiment souligne que l'activité immédiate des entreprises reste dynamique et s'attend en 2018 à une croissance de la production en volume. Elle s'inquiète cependant de la contraction de la construction de logements neufs et d'une certaine stagnation des travaux de rénovation. Dans les travaux publics, la fédération nationale souligne le redressement de l'activité (+6,2 % sur un an) qui bénéficie à la plupart des métiers. Le niveau des carnets de commandes (6,5 mois de travail) s'améliore et se situe à un niveau plus élevé que l'année précédente.

Capelli	Transfert du siège de Champagne-au-Mont-d'Or à Paris et relocalisation d'une équipe de 50 personnes à Lyon 6e. *Promoteur-aménageur*
Hékipia	Nouvelle usine pour la filiale d'Huttopia à Chessy-les-Mines ; 3 M€ investis. *Production de chalets en bois*
Iserba	Transfert du siège social de Vaulx-en-Velin à Beynost (01), avec 80 salariés ; 3 M€ investis. *Maintenance immobilière pour l'habitat social*

Informatique et numérique

L'activité est toujours dynamique, les recrutements tendus

Le courant d'affaires est toujours soutenu pour les activités informatiques. En Auvergne-Rhône-Alpes, les entreprises interrogées par la Banque de France observent une demande vigoureuse et formulent des prévisions très positives pour les prochains mois. Cependant, les difficultés récurrentes à recruter ou, parfois, à conserver certains profils, viennent tempérer ce panorama favorable.

Le même constat est fait au niveau national. Syntec Numérique prévoit une accélération de la croissance de l'activité en 2018, tirée par le dynamisme de l'édition de logiciels et du conseil en technologie. Le marché de l'intelligence artificielle, quoiqu'encore limité, est en forte progression. Le principal enjeu pour les entreprises du secteur reste le recrutement et la fidélisation des compétences.

365Talents	Levée de 2,5 M€ pour se développer et recruter. *Plateforme RH fondée sur l'intelligence artificielle*
ALG – Attestation légale	Levée de 5 M€ pour l'internationalisation, la diversification et l'innovation. *Diffusion sécurisée de documents administratifs*
Carl Software	Rachat par le groupe francilien Berger-Levrault. *Logiciels de gestion de maintenance*
Covage	20 M€ investis dans le réseau de fibre optique pour les entreprises, en délégation de service public
Datafirst	Fusion avec son concurrent l'Car Systems. *Logiciels pour l'industrie automobile*
Geolid	Levée de 15 M€ pour accélérer son développement commercial. *Marketing digital*
Tilkee	Levée de 3,5 M€ pour se développer en Europe. *Solutions légales de tracking de documents*

Tourisme, culture, loisirs

Météo et grèves perturbent le début de l'année

Les premiers mois de l'année 2018 présentent des résultats assez hétérogènes, selon le baromètre d'OnlyLyon Tourisme et Congrès. Entre janvier et avril, l'hôtellerie affiche une baisse du nombre de nuitées de 4 % par rapport à la même période l'an passé, malgré un excellent mois de mars où le taux d'occupation a frôlé son record (76 %). Les entrées dans les structures de loisirs sont en dents de scie et divergent fortement : le nombre d'entrées dans les musées recule de 4 % en cumul de janvier à avril, le nombre d'entrées aux attractions progresse de 9 %. L'aéroport de Lyon-Saint Exupéry affiche une belle performance, avec une hausse globale de 8 % des arrivées pendant les quatre premiers mois de l'année. Plusieurs facteurs expliquent ces résultats mitigés : la météo pluvieuse du printemps, les perturbations liées aux grèves SNCF, l'absence de grands salons en année paire (Sirha en janvier, Industrie en avril).

Le classement mondial des villes de congrès, publié en mai par l'International congress and convention association (ICCA), place Lyon au 58e rang mondial (devant Dubaï ou Los Angeles), au 30e rang européen (devant Genève et Moscou) et au 2e rang français (derrière Paris). Lyon progresse de douze places au classement mondial.

B&B	Inauguration du 11e établissement en région lyonnaise, à Lyon 7e. *Hôtellerie*
Beaujolais	Obtention du label Géoparc Mondial de l'Unesco
Fitnessea	Levée de fonds et acquisition du Groupe Nextalis. *Salles de sport*
GL Events	Renouvellement pour vingt ans de la concession du Centre des Congrès de Lyon, à Lyon 6e
Magna Cultura	Lauréat de l'appel d'offre européen pour l'exploitation de la Cité internationale de la gastronomie à Lyon 2e à partir de 2019
Marietton Développement	49 % du capital repris par le fonds américain Certares ; accélération de la croissance externe. *Agences de voyage*
Mercure Perrache	7 M€ investis dans la rénovation de l'étage inférieur et de la terrasse. *Hôtellerie*
Mini World Lyon	Augmentation de capital de 2,5 M€ auprès d'Altarea Cogedim. *Parc à thème miniature*
SCSP	Ouverture d'un hôtel Ibis à Vaulx-en-Velin Carré de Soie ; 9,5 M€ investis. *Hôtellerie*
Too Fun Park	Pose de la première pierre du futur pôle de loisirs du Groupama Stadium à Décines-Charpieu

Logistique et services de transport

Un courant d'affaires soutenu

En Auvergne-Rhône-Alpes, le secteur du transport routier de marchandises enregistre depuis plusieurs mois un bon courant d'affaires. La Banque de France note que les perspectives d'activité pour les semaines à venir sont favorables, avec un rebond attendu de la demande. Le manque de chauffeurs est souvent évoqué comme un frein.

Au niveau national, la Fédération nationale des transports routiers indique que les chefs d'entreprises du transport de marchandises perçoivent une poursuite de la croissance de leur activité au 2e trimestre 2018, mais à un rythme moins marqué qu'auparavant. Cette décélération est liée à un moindre dynamisme des grands secteurs de débouchés, notamment le commerce.

DHL Express	Agrandissement de la plateforme de Lyon-Saint Exupéry, déménagement du centre d'appel lyonnais et recrutements ; 2 M€ investis. *Transport express*
Goodman	Annonce de la construction d'un entrepôt de 161 000 m² à Colombier-Saugnieu sur 21 hectares, pour l'Américain Amazon. *Stockage*
Proxidis Express	Rachat de la société de Lentilly (80 salariés) par le groupe Transalliance. *Transport express*
SNCF	Pose de la première pierre du technicentre de Vénissieux ; 70 M€ investis. Livraison au 2e semestre 2019. *Maintenance de matériel roulant*

Commerce de gros

Un fléchissement des perspectives

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee en juillet, le climat des affaires fléchit de nouveau dans le commerce de gros par rapport à mai mais demeure légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période. Les perspectives générales d'activité sont de nouveau jugées moins positivement. Le solde sur l'emploi prévu reste bien au-dessus de son niveau moyen. En un an, le volume des ventes a augmenté de 2,1 % dans le commerce de gros.

Descours & Cabaud	Accélération de la croissance externe à l'international et dans le e-commerce. *Fournitures pour l'industrie et le bâtiment*
LPTENT	Rapatriement de production vers le site de Saint-Quentin-Fallavier (38) et recrutements. *Tentes événementielles*
MAN	10 M€ investis dans un nouveau site à Genas, avec 10 recrutements, d'ici 2020. *Concession de véhicules industriels*
Point P Travaux publics	Transfert de l'agence de Vénissieux à Chassieu. *Matériaux de construction et expertise en adduction d'eau potable*
Point S	Fusion avec l'Italien Gomme&Service. *Entretien auto et pneumatique*

Services financiers et assurance

Des résultats solides pour les banques

Les grandes banques françaises ont réalisé en 2017 des performances solides, malgré des taux d'intérêt toujours très faibles et une volatilité sur les marchés à des niveaux très bas. Selon l'ACPR, le produit net bancaire progresse légèrement en 2017, avec cependant de fortes disparités entre les revenus de la banque de détail et de la banque de financement, dont la croissance est modérée, et les revenus de la gestion d'actifs et de l'assurance, qui s'inscrivent en forte hausse (+9,6 %).

Le contexte de taux d'intérêt bas a également pesé sur le marché français de l'assurance en 2017, de même que certains événements climatiques majeurs. Les résultats techniques des principaux organismes d'assurance-vie ou mixtes sont ainsi légèrement orientés à la baisse par rapport à 2016, selon l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Axelliance	Rachat par le Francilien Ciprés Assurances. *Courtier grossiste*
Court'ea Crédits	Ouverture de deux agences à Lyon et Tassin-la-Demi-Lune. *Courtier en crédits immobiliers*
KBL Richelieu	Nouveaux locaux au sein du Grand Hôtel-Dieu. *Banque privée*
Opteven	Pose de la première pierre de ses futurs locaux à Carré de Soie ; 25 M€ investis. *Assistance et garantie panne mécanique*

Autres services marchands

L'activité reste dynamique

Au niveau régional, les activités de services conservent une bonne dynamique d'ensemble, malgré un léger ralentissement en mai, selon la Banque de France. Les perspectives s'annoncent favorables, notamment pour les agences de travail temporaire dont les perspectives sont très bien orientées. L'ingénierie technique voit l'activité repartir à la hausse après plusieurs mois de stabilité. Des difficultés de recrutement sont exprimées.

1Kubator	Levée de 4 M€ pour déployer de nouvelles offres. *Réseau d'incubateurs*
Ekium	Ouverture d'une agence à Nantes (44). *Ingénierie industrielle et tertiaire*
Inevo	Poursuite des recrutements et du développement. *Ingénierie des procédés*
Adequat	Acquisition de l'Irlandais Sigmar Recruitment et du Canadien Totem. *Travail temporaire et recrutement*
Eras	Rachat par Endel, filiale d'Engie spécialisée dans la maintenance industrielle. *Ingénierie des procédés*
HEP	Inauguration de l'extension du Campus HEP-Lyon René Cassin, à Lyon 9e ; 15 M€ investis. *Enseignement supérieur privé*

Commerce de détail

Les ventes de produits alimentaires en retrait

En France, les ventes du commerce de détail diminuent de 0,8 % au deuxième trimestre 2018, du fait d'un recul des ventes de produits alimentaires progressent (-1,5 %). La Banque de France précise que la progression des ventes de produits industriels (+0,4 %) est essentiellement liée à celles de l'électronique grand public (avec un effet coupe du monde de football), ainsi que celles des cycles, des textiles-habillement et de la chaussure. La vente à distance est le seul circuit de distribution où les ventes sont en nette hausse.

Comptoir de Campagne	Levée de près d'1M€ pour financer l'ouverture de points de vente. *Commerce de proximité*
Groupe Vulcain	1,5 M€ investi dans un nouveau centre à Vénissieux. *Automobile*
Grand Hôtel-Dieu	Ouverture des premières boutiques à Lyon 2e
The Village	Ouverture à Villefontaine (38). Village de marques de 120 *boutiques et restaurants*

Agroalimentaire

Une bonne tendance pour les entreprises régionales

Dans la région, la production de denrées alimentaires et de boissons enregistre une accélération depuis trois mois et entraîne un renforcement des effectifs. La Banque de France prévoit une poursuite de cette tendance positive au cours de l'été.

Au niveau national, l'Ania s'inquiète de ce que la production française peine à redémarrer depuis le creux de la crise de 2008-2009, contrairement à d'autres pays européens comme l'Italie ou l'Allemagne. Le solde commercial reste cependant positif et stable, tiré par le secteur des boissons.

Vitacuire	Levée de 1,5 M€ pour développer de nouveaux segments et marques. *Apéritifs surgelés*
Ici&Là	Levée de 2,3 M€ pour accélérer le développement international sous la marque Hari&Co. *Steaks et boulettes de légumineuses*
Orangina Suntory France	21 M€ investis dans l'usine de Meyzieu pour se doter d'une ligne de conditionnement aseptique pour petits formats. *Boissons*
Nutrisens	Acquisition de l'Espagnol Vegenat Healthcare, présent également en Amérique latine. *Nutrition spécialisée*

Les grands chiffres à retenir

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

889 130 emplois (+2,0 %)

Insee, Rhône, 1er trimestre 2018

Taux de chômage

8,8 %

Métropole de Lyon, 1er trimestre 2018

Immobilier de bureaux

137 870 m² placés (+26 %)

Cecim, 1er semestre 2018

Les évolutions se rapportent à la même période un an auparavant

Nous remercions
l'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France,
la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes,
le Cecim,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
l'Insee,
la Métropole de Lyon,
Pôle Emploi,
l'Urssaf et
la Ville de Lyon
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Les travaux de l'Observatoire partenarial lyonnais en économie sont l'expression d'un partenariat entre
la Métropole de Lyon,
la Ville de Lyon,
la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne,
le Medef Lyon-Rhône,
l'Université de Lyon,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
la CPME,
Pôle Emploi,
l'Aderly,
le Cecim,
Vienne Condrieu Agglomération,
le Pôle métropolitain,
Onlylyon Tourisme et Congrès et
l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise,

en association avec
le Sgar,
l'Insee,
la Banque de France,
l'Urssaf,
la Caisse des Dépôts et Consignations et
la Direccte du Rhône.

Retrouvez les publications de l'Opale sur

www.opale-lyon.com

Métropole de Lyon, Etat, Département du Rhône, Sepal, Sytral, Epora, Pôle Métropolitain, Communautés d'agglomération Annonay Rhône Agglo, Bassin de Bourg-en-Bresse, de la Porte de l'Isère, Vienne Condrieu agglomération, Communautés de communes de l'Est lyonnais, de la Dombes, de la Vallée du Garon, des Monts du Lyonnais, des Vallons du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, du Pays de l'Ozon,du Pays Mornantais, Communes de Bourgoin-Jallieu, de Lyon, de Romans-sur-Isère, de Tarare, de Vaulx-en-Velin, de Vénissieux, de Villeurbanne, Syndicats mixtes des Scot de l'Ouest lyonnais, de la Boucle du Rhône en Dauphiné, des Rives du Rhône, du Beaujolais, du Nord-Isère, du Val de Saône-Dombes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Agence régionale de santé, Caisse des dépôts et consignations, Chambre de commerce et d'industrie de Lyon Métropole, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Grand Lyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, Opac du Rhône, Syndicat mixte de transports de l'aire métropolitaine lyonnaise, Syndicat mixte Plaines Monts d'Or, Syndicat mixte du Grand Parc Miribel Jonage

Agence d'**Urba**nisme
aire métropolitaine **Lyon**naise

Tour Part-Dieu, 23e étage
129 rue Servient - 69326 Lyon Cedex 03
Tél. 04 81 92 33 00 - Fax 04 81 92 33 10
www.urbalyon.org

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Référent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40 c.garinhameline@urbalyon.org
Infographie : Agence d'urbanisme
Photo couverture : Saint-Priest Mi-Plaine, Agence d'urbanisme, MP Ruch 2018

ISSN 0753-3454